



Berlin Eco

NUMERO 15

© DG Trésor

4 septembre 2018

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Le [taux de croissance](#) a augmenté au 2^e trimestre 2018 (+0,5% corrigé des prix, cvs-cjo, après +0,4% au 1^{er} trimestre 2018, selon *Destatis*) en raison essentiellement de la hausse de la dépense de consommation des ménages, des administrations publiques et des investissements.

Selon [Destatis](#), les salaires conventionnels ont augmenté en moyenne de 2% en glissement annuel au 2^e trimestre 2018. Cependant, au cours de la même période, l'inflation a progressé de 2%, effaçant ainsi totalement les effets de la hausse salariale.

Selon [une étude de l'IFO](#), l'Allemagne devrait rester en 2018, pour la 3^e année consécutive, le pays avec le plus important excédent courant du monde (299 Md\$, soit 7,8% du PIB). Il devancerait le Japon (200 Md\$, soit 4% du PIB) et les Pays-Bas (110 Md\$, soit 12% du PIB).

POLITIQUES SOCIALES

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 29 août 2018, le [projet de loi](#) de réforme des retraites. Après de longues controverses entre les partis de coalition, le texte de loi garantit que d'ici 2025 le niveau des retraites du régime général ne pourra pas reculer en dessous de 48% du salaire moyen (avant impôts) et que le taux de cotisation à la retraite ne dépassera pas le seuil de 20%. A ces fins, le Bund relèvera les subventions versées au régime général en abondant un « fonds démographie » à hauteur de 2 Md€ par an sur la période 2021 à 2024 et le taux de cotisation à la retraite ne pourra pas reculer en dessous de 18,6% jusqu'en 2025. Le projet de loi prévoit également une amélioration de la pension d'invalidité en élargissant la période prise en compte pour le calcul de la prestation retraite (soit jusqu'à 65 ans à partir de 2019 puis 67 ans dès 2031, contre 62 ans et 3 mois actuellement). Par ailleurs, les mères ou pères ayant élevé des enfants nés avant 1992 auront droit à un demi-point de retraite supplémentaire par enfant. Enfin, la plage des salaires exonérés partiellement de cotisations sociales (pour les activités dites « *Midi-Jobs* ») est relevée à 1300€ (contre 850€ auparavant), sans perte de droits à la retraite. Les coûts du paquet de réforme s'élèveraient à près de 32 Md€ d'ici 2025.



ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

Le superviseur allemand, BaFin, a interdit début août l'activité de trois **plateformes de CFD** (*Contracts for Difference*) et d'options binaires, dont les sièges se trouvent au Royaume-Uni et aux Îles Marshall. Ces plateformes exerçaient leurs activités en Allemagne sans détenir l'autorisation nécessaire. A cette occasion, la [BaFin met en garde](#) les investisseurs sur les risques encourus en réalisant des transactions sur des plateformes dont les sièges sont des sociétés *offshore*.

REGULATION FINANCIERE

Les **deux banques régionales d'investissement, NRW.Bank et L-Bank, ainsi que la Rentenbank** (pour le secteur agricole) ne devraient plus, dans un proche avenir, être supervisées par la BCE, mais par le superviseur national, BaFin, selon une décision prise en ECOFIN en mai dernier, confirmée en juin en ECON (Parlement européen) qui doit encore être adoptée définitivement d'ici fin 2018 ou début 2019. Les trois banques ne seront alors plus soumises à CRD IV/CRR et ne participeront plus au financement du fonds européen de résolution. [Source : *Börsen-Zeitung* du 28/07/2018]

Le directeur de la supervision bancaire au sein de la **BaFin**, Raimund Röseler, déclare dans une interview à l'hebdomadaire *Wirtschaftswoche* qu'il compte créer un bureau composé exclusivement de superviseurs ayant acquis une expérience lors de la crise bancaire. Il estime en effet que ce type de compétences pourraient être nécessaire si des banques privées allemandes de taille moyenne (et donc sous la surveillance de la BaFin) rencontraient dans les prochaines années des difficultés en raison de la hausse des défaillances de crédit, conséquence d'une baisse de la croissance.

BANQUES ET ASSURANCES

Commerzbank enregistre un résultat avant impôts en forte progression au premier semestre 2018 (689 M€ contre -302 M€) en raison de revenus en légère hausse, de provisions pour risques en baisse et de coûts de restructuration nuls alors que le premier semestre 2017 avait été grevé de coûts de restructuration de 807 M€. Le ratio CET1 (Bâle 3 complet) se maintient à 13,0 % au 30 juin 2018 par rapport au 30 juin 2017 tandis que le ratio de levier passe de 4,6 à 4,5%.

Lors de la présentation des résultats du premier semestre, le PDG de **HSH Nordbank** s'est déclaré certain de la privatisation de la banque d'ici la fin de l'année bien que celle-ci n'ait reçu l'aval ni de la BCE ni de la Commission et que la question de la garantie des dépôts n'ait pas encore été réglée. La banque affiche un résultat avant impôts de -1 M€ (+173 M€ au premier semestre 2017).

Le groupe **DZ Bank** a amélioré son résultat avant impôts semestriel de 939 M€ à 1 034 M€ du fait d'un très net recul des provisions pour risques de crédits. Ce sont surtout celles de sa filiale maritime **DVB**, dont la vente par segments se concrétiserait, qui ont diminué.

Selon la BRI, l'exposition des banques allemandes en Turquie s'élève à 17 Md\$. Pour la Bundesbank, elle atteindrait fin juin 20,8 Md€. La confédération des banques allemandes en déduit que la **dépréciation de la monnaie turque** ne devrait pas poser de problèmes importants aux établissements de crédits allemands. Le superviseur, BaFin, exigerait cependant des informations très régulières des banques les plus exposées.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :

Pariser Platz 5

10117 Berlin

Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Anita Gandon, Tom Levoir, Lucie Petit et Laurence Rambert

Revu par : Etienne Oudot de Dainville

Version du 4 septembre 2018